

Un pacte d'excellence à l'école: "Je n'ai pas beaucoup d'espoir"

■ Des chercheurs de l'UCL, dont Bernard Delvaux, réfléchissent à l'école de demain.

Entretien **Stéphanie Bocart**

A lors que le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles s'est engagé à lancer un "Pacte pour un enseignement d'excellence" (lire ci-dessous), "aujourd'hui", observe Bernard Delvaux, sociologue au sein du Girsef (Groupe interdisciplinaire de recherche sur la socialisation, l'éducation et la formation) à l'UCL, *il n'y a pas suffisamment de débats dans la société sur l'avenir de l'école et son décalage par rapport aux évolutions sociétales*.

Un constat qui a conduit l'équipe du Girsef à organiser, ce jeudi, un colloque autour du thème "L'école bientôt hors-jeu? Quand s'éloigne la promesse d'une école émancipatrice"⁽¹⁾.

Qu'entendez-vous par "une école en décalage par rapport aux évolutions sociétales"?

Souvent, quand on parle du décalage de l'école, cette question est soulignée par rapport aux besoins d'une économie en mutation alors que ce n'est qu'une part des enjeux. Pourquoi? Parce que les transformations ne concernent pas uniquement notre position dans la compétition économique internationale, mais également la structure des liens entre les humains. Pour nous, ce qui importe, c'est de se demander en quoi la "nouvelle" société a besoin d'une école qui permette à cette société d'être démocratique, émancipatrice, égalitaire, etc. Et non, comme c'est le discours dominant, de se demander comment l'école peut contribuer à une société plus compétitive.

La Déclaration de politique communautaire (DPC) met clairement l'accent sur une meilleure adéquation entre l'école et l'entreprise. Est-ce que cela vous inquiète?

Oui, ça m'inquiète! Quand je vois déjà la dénomination du "Pacte pour un enseignement d'excellence", cela illustre bien cette priorité. Moi, j'aurais préféré, par exemple, que l'on mette en place un "Pacte pour un enseignement émancipateur".

Qu'attendez-vous de ce colloque?

Nous voulons sortir des débats extrêmement localisés sur des réformes partielles pour poser la question des finalités et de ce que devrait être l'école pour former des jeunes responsables et émancipés.

Vous avez signé en janvier dernier l'"Appel au débat en vue d'une refondation de l'École", initiative de la Plateforme de lutte contre l'échec scolaire. Le futur "Pacte pour un enseignement d'excellence" s'inscrit-il dans la même lignée?

Je n'ai pas beaucoup d'espoir dans ce processus parce que je crois qu'il est déjà trop pré-

défini et que les acteurs qui seront entendus sont surtout des acteurs qui gèrent depuis longtemps l'enseignement.

Que préconisez-vous alors?

Si l'on veut faire de ce "Pacte pour un enseignement d'excellence" quelque chose qui dépasse le court terme, il faut poser d'abord la question des finalités. Et peut-être que ce ne sont pas les hommes et femmes politiques qui sont les plus à même d'avoir cette réflexion de long terme. Par exemple, un système avec des citoyens tirés au sort et insérés dans un dispositif bien conçu avec des possibilités de consulter des experts, des acteurs de terrain, etc. et qui ensuite prendraient position sur un projet serait probablement plus porteur. Je ne dis pas que c'est la solution magique qui resoudrait tout, mais je trouve que le politique est porteur du court terme et pas du long terme. Et c'est un problème.

Y a-t-il déjà eu des essais de ce type?

Oui, il y a eu, au milieu des années 90, les Assises de l'enseignement. C'était une initiative intéressante, mais qui n'a pas été menée avec suffisamment de professionnalisme. Je reconnais que les dispositifs participatifs sont complexes à mener, mais les demi-succès et demi-échecs antérieurs ne devraient pas nous décourager à refaire ce processus parce que nous sommes dans un contexte nettement différent de celui du milieu des années 90. Aujourd'hui, je crois qu'il y a moyen d'anticiper les transformations sociétales (Internet, explosion des connaissances...), d'appréhender plus ou moins dans quel sens on va, et, ainsi, de pouvoir un peu mieux définir à quoi devrait ressembler l'école de demain.

A lire les objectifs de la DPC en matière d'enseignement, pensez-vous que l'on va dans le bon sens ou, au contraire, que l'École va droit dans le mur?

Pour moi, la tendance actuelle est à la désstructuration de l'institution commune, donc de l'école commune. Or, il y a un paradoxe qui réside dans le fait que d'un côté, il y a une plus grande proximité entre les enseignants des différents réseaux, des évaluations certificatives centralisées, etc. tandis que, de l'autre côté, les organisations scolaires se différencient de plus en plus, se ségrègent de plus en plus, sont de plus en plus en compétition. Et je pense que ce détricotage, ce dépeçage est la tendance majeure que nous cache l'autre pendant. Pour moi, il y a urgence de réaffirmer qu'un projet d'école commune est important et a du sens. Or, il n'y a pas, à l'heure actuelle, de récit sur l'école parvenant à dire de manière convaincante comment concrétiser les exigences démocratiques, égalitaires et émancipatrices dans une société plus souple et complexe. Nous espérons stimuler l'émergence d'un tel récit.

→ (1) Infos sur www.uclouvain.be/girsef

"Moi, j'aurais préféré, par exemple, que l'on mette en place un "Pacte pour un enseignement émancipateur"."

BERNARD DELVAUX
Sociologue au Girsef (UCL).

Épinglé

L'enseignement piloté sur dix ans

Qualité. C'est le fer de lance de la nouvelle majorité PS-CDH à la Fédération Wallonie-Bruxelles : créer un "Pacte pour un enseignement d'excellence" qui portera sur les dix années à venir. Dans la Déclaration de politique communautaire (DPC), on peut lire que l'enseignement *"est la clé du succès économique, social, culturel de nos régions. L'avenir de la Wallonie et de Bruxelles repose, c'est une évidence, sur la qualité de l'enseignement. L'élaboration d'un Pacte pour un enseignement d'excellence doit permettre d'être à la hauteur de cet enjeu"*.

Participation collective. Selon le PS et le CDH, pour que ce pacte soit *"un succès"*, *"le monde éducatif tout entier doit en être partie prenante"*. **St. Bo.**